



- CSE Siège 15 et 16 juillet 2021 -

Pas de vacances pour nos revendications !

Nous entrons dans un moment charnière.

La fin de mandature des élus de ce Comité Social et Economique approche, mais nous entrons aussi, et surtout, dans une année d'élection présidentielle.

Et le moins que nous puissions dire, c'est que notre direction laisse tout le monde partir dans tous les sens. Une nouvelle émission politique sur France 2, une nouvelle émission politique sur France 5, chacun son hochet... comme d'habitude !

Mais alors que le directeur de l'information avance ses pions avec son projet « Démocratie », où allons-nous trouver l'ersatz d'un début de débat en interne pour évoquer l'échéance d'avril 2022 ? Allons-nous laisser privatiser ce débat démocratique par quelques présentateurs, quelques politologues, quelques pseudos débats (avec de « vrais gens » comme ils disent), pour arriver au bout du bout à gloser des heures et des heures sur le duel qu'on nous prédit partout et n'importe où ?

Le SNJ en appelle à la responsabilité de ceux qui nous dirigent pour organiser, en interne, une réflexion entre tous les acteurs de l'information impliqués par la présidentielle à venir. Et surtout qu'on ne nous oppose pas comme travail en cours, les fameux ateliers « Présilab » qui, entre autres, font appel à des influenceurs pour tenter de réfléchir à un meilleur traitement de la politique. Une caricature ! La politique dans toutes ses dimensions est une chose sérieuse.

Plus matériel que spirituel, évoquons maintenant la fameuse plateforme « HCorpo » qui, à la base, devait nous faciliter la tâche pour nos réservations d'hôtels et pour nos missions.

C'est pour l'instant, comme nous l'avons déjà dit en réunion de représentants de proximité, tout simplement ni fait ni à faire. Complexité générale du système, complexité pour réserver en même temps avec les autres membres de l'équipe quand la mission n'est pas complètement organisée, choix d'hôtels inadaptés par rapport aux lieux de certaines missions, opacité enfin sur le coût de cette plateforme pour France Télévisions. Nous avons plus l'impression d'enrichir un groupe hôtelier qu'autre chose. Pour nous c'est donc non !

Après nous avoir imposé la carte « Corporate », après nous avoir compliqué la vie avec « Concur », voilà la cerise sur le gâteau avec « HCorpo » ! Si la direction veut continuer à rendre l'organisation des missions toujours plus lourde et contraignante, si elle souhaite décourager les reporters, qu'elle continue ainsi.

Nous avons posé des questions à la direction concernée qui répondra par écrit pendant ce CSE, mais d'ores et déjà nous avons sollicité le secrétaire de l'instance pour qu'il négocie avec le président l'inscription d'un point sur « H Corpo » pour la réunion de septembre.

Quelques lignes de satisfaction maintenant. Sous le haut patronage des élus, le CSE Central et le CSE du Siège ont enregistré une première victoire dans le dossier du projet de transfert d'une centaine de salariés de France Télévisions vers France TV Studio. Un premier point marqué quant à la date de consultation des élus, repoussée de plusieurs mois, contrairement aux désirs de la direction.

Mais sur le fond le SNJ rappelle qu'il est opposé à ce transfert, toujours pas justifié selon nous. La gestion des émissions peut se faire avec France TV Studio, mais les salariés doivent rester liés par contrat à France Télévisions, et à 100% (lire ici le texte SNJ « Non au transfert forcé de nos collègues ! » : [2021 Préalable SNJ au CSE Central du 31 mars \(snj-francetv.fr\)](https://www.snj-francetv.fr/2021/03/31/pralable-snj-au-cse-central/))

Un dernier mot en guise de rappel. Le mercato continue à la rédaction nationale. Certains continueront de cumuler, d'autres auront droit à des émissions ou des moyens supplémentaires. Et nous au quotidien, nous sommes pressés. Pressés de voir les services de la rédaction reprendre le pouvoir sur les éditions, pressés de voir certains encadrants sanctionnés pour leurs mauvais comportements managériaux, pressés d'assister à la remise en cause d'une fusion qui ne cesse de faire des dégâts humains, pressés enfin que nos diagnostics soient pleinement entendus, comme au service JRI par exemple.

Un certain nombre de dossiers individuels sont pris en compte par le nouveau directeur de la rédaction, c'est un fait. Mais notre patience a des limites ... en septembre, il sera temps de demander des comptes à la nouvelle direction de l'information.

Nous ne nous laisserons pas endormir par les beaux discours ou par la « calinôthérapie ». Car nous l'avons bien compris, les projets de la direction pour nos rédactions se fondent sur le « reporter multitâche », qui devrait travailler non-stop pour toutes les rédactions du groupe, tout en montant lui-même ses sujets !

Cette vision low-cost de la télévision, avec une rédaction unique et des méthodes venues des chaînes d'info privées, nous ne la partageons pas. Elle menace les conditions de travail des journalistes et des techniciens, et elle réduit la diversité éditoriale de nos éditions d'information.

Paris, le 15 juillet 2021